

LA PEDAGOGIE SOCIALE, UNE PEDAGOGIE DE LA PARTICIPATION.

J'ai vécu en 2015 un chantier de pédagogie sociale organisé par l'ICEM (Institut Coopératif de l'École Moderne) regroupant différents acteurs sociaux et éducatifs. Un des enjeux était de réfléchir à une définition de la pédagogie sociale, objet de pratiques et de réflexions peu développées en France. Je vous livre en substance celle que je retiens de ce travail collectif : **« La pédagogie sociale est une pédagogie globale, une pédagogie de la réalité qui s'affranchit des murs physiques ou symboliques. C'est une pédagogie qui invite le pédagogue à agir « pour », « avec » et « à travers » le milieu dans lequel il intervient. C'est agir ensemble à la création d'espaces démocratiques. »**

Cette idée de création d'espaces démocratiques dans le secteur social et éducatif rejoignait mes préoccupations de travailleur, de formateur et de militant. Grâce à des équipes d'animation stables et motivées, j'ai eu la chance d'expérimenter et de constater tous les bénéfices des réunions d'enfants en centre de loisirs et de vacances.

En revanche, mes expériences professionnelles et militantes, dans la fonction publique, le monde associatif, les mouvements d'éducation populaire ou le syndicalisme, m'ont souvent montré les limites de nombreux dispositifs institutionnels dit de « consultation », de « concertation » ou autre « participation ».

J'ai compris que sans une analyse profonde des mécanismes à l'œuvre, ces initiatives ne servent, bien souvent, qu'à (re)légitimer une action politique bien éloignée des préoccupations des populations et d'un authentique processus démocratique.

Je n'ai aucune recette à donner, je souhaite simplement partager des principes, des outils et des formes de travail glanés au fil de mes vagabondages, et des rencontres. Ces éléments nous les mettons en pratique et en réflexion dans notre association, « Tous Les Maquis », notamment lors des ateliers éducatifs de rue que nous réalisons chaque semaine dans le quartier des Mordacs à Champigny sur Marne.

La pédagogie sociale est peu connue en France. Même si elle gagne en visibilité grâce aux différentes expériences qui s'en revendiquent, le fait de se situer au carrefour de plusieurs disciplines (social, éducation, prévention, formation des adultes, culture ...) n'aide sans doute pas à se la représenter. Pourtant, l'histoire et l'actualité de cette discipline peut nous aider à y voir plus clair.

La figure considérée comme la pionnière de la pédagogie sociale nous vient de Pologne et elle se nomme Helena Radlinska (1879-1954). Cette pédagogue, infirmière, enseignante et chercheuse est à l'avant garde de la pédagogie sociale définie comme **« une action consciente, visant à la transformation de la vie collective (...) au nom d'un idéal et se réalisant dans un contexte social précis, et effectué au moyen des forces individuelles et collectives. »** (Lwow, 1908). H.Radlinska, Aux sources de la pédagogie sociale, écrits choisis, E.Cazottes, G.Chambat, et L.Ott, L'Harmattan, 2016.

Plus près de nous le GPAS Bretagne (Groupe de Pédagogie et d'Animation Sociale) présente cette pédagogie comme un art du trajet à la recherche d'un maximum de rencontres et se réfère à cette autre définition, qui présente la pédagogie sociale comme **« une pratique éducative qui s'enracine dans le quotidien et qui ne cherche pas à se couper du contexte où elle se déploie. »**. Guillaume Sabin, La joie du dehors, Libertalia, 2019.

Enfin, Laurent Ott met l'accent sur le fait que cette pédagogie est **« influencée par de grands auteurs/éducateurs, tels que Célestin Freinet, Janus Korczak ou Paulo Freire. La pédagogie sociale est une activité qui se situe à la lisière de l'action et de la théorie. Elle vise à expérimenter de nouvelles façon de vivre et travailler et éduquer ensemble, avec tous les âges et à partir de toutes les cultures. »**. Site internet de l'association Intermèdes-Robinson.

Pour mettre en œuvre cette pédagogie à la fois simple et ambitieuse, nous nous appuyons sur des principes issus d'un partage d'expériences et de connaissances sur le sujet. Ils nous servent de repères, ils guident nos actions.

- 1- La pédagogie sociale est une pratique sans modèle, chacun et chacune peut faire autorité.
- 2- C'est une pédagogie matérialiste ancrée dans l'éducation populaire qui vise à l'émancipation par l'activité et la construction individuelle et collective de savoir.
- 3- Le choix d'intervenir sur un territoire repose sur un constat de manque.
- 4- La pédagogie sociale nécessite de la constance sur les lieux et sur la durée des interventions.
- 5- La pédagogie sociale crée des zones libérées, d'expérimentations, accessibles à toutes et tous, à des fins de transformation.
- 6- La rencontre constitue le point de départ de l'action, l'envie de continuer ensemble constitue le « projet ».
- 7- Le ou la pédagogue social.e lutte contre sa propre oppression.
- 8- Le ou la pédagogue social.e est disponible à ce qui arrive, il ou elle privilégie le vécu sur le prévu.
- 9- Le ou la pédagogue social.e accepte et supporte le conflit.
- 10- Le ou la pédagogue social.e travaille toujours dans le cadre de la loi cependant il ou elle accepte une certaine prise de risque et un engagement réfléchi collectivement.
Par exemple, nous ne demandons pas d'autorisation pour intervenir dehors, dans la rue. Ces espaces nous appartiennent à tous. Nous préférons demander pardon plutôt que de demander la permission.

C'est donc une pédagogie engagée, auprès des enfants, des jeunes, des familles, des travailleurs et travailleuses et des habitants et habitantes d'un lieu, d'un espace géographique. Cependant ces principes restent des incantations s'ils ne sont pas portés par une conception exigeante de la démocratie qui ne prend pas le fond (la participation de chacun et chacune à la vie de la cité) pour la forme (élections, consultations, représentants...).

Nous utilisons dans notre travail cette définition de P. Ricoeur :

« Est démocratique, une société qui se reconnaît divisée, c'est-à-dire traversée par des contradictions d'intérêt, et qui se fixe comme modalité d'associer à parts égales chaque citoyen dans l'expression, l'analyse, la délibération et l'arbitrage de ces contradictions. »

Cette définition reconnaît le conflit comme moteur de la démocratie et nous permet de comprendre les différentes étapes d'un processus démocratique qui prend en compte chaque personne ou groupe. La démocratie n'est pas un état, nous pensons au contraire que c'est un processus permanent qui nécessite la participation de chacun et chacune, y compris des enfants, pour exister.

C'est pourquoi, nous nous appuyons également sur la Convention internationale des droits de l'enfant, notamment les articles 12 et 13 sur les questions de l'expression et de la participation des enfants.

Ces articles ont été le moteur de la mise en place d'un conseil d'enfants décisionnaire en accueil de loisirs pendant plusieurs années. Nous avons alors considéré que la simple fréquentation du centre de loisirs et le choix des activités n'étaient pas suffisants en terme de participation. Aussi, nous avons institué un conseil d'enfants hebdomadaire en complémentarité avec d'autres outils (ateliers philo, quoi de neuf ?, bourse aux projets...) pour permettre aux enfants d'apprendre à exercer leurs droits à l'expression, à la participation et à la décision.

Ce n'est pas de discours dont la démocratie a besoin, ce dont elle a besoin c'est de se vivre au quotidien, au travers d'expérimentations, d'analyses, d'argumentations, et de prises de décisions collectives, dans tous nos milieux de vie, dans nos organisations, dans nos familles, chacun, chacune à notre niveau.

Une autre particularité à prendre en compte sur cette question est celle du milieu où se déroule l'action.

En effet, le « dehors » (en ville ou à la campagne, dans la rue ou dans la nature) est fondamental en pédagogie sociale, il aide à la réappropriation de l'espace public comme espace social à part entière, il aide à mobiliser les ressources du milieu. Aller « hors les murs », c'est aller à la rencontre de l'autre, c'est accepter l'hétérogénéité. C'est aussi accepter de ne pas maîtriser tous les aspects de l'environnement, et de travailler à partir de la réalité.

Laurent Ott écrit : **« C'est bien de cela dont il s'agit : travailler dans la rue, hors des institutions, de se réapproprier en quelque sorte l'espace public comme espace social et de vie. La rue n'est pas un cadre, ni même une réalité univoque. Elle est l'affirmation d'une option politique et pédagogique majeure. La rue a toujours représenté, que ce soit pour les philosophes ou les pédagogues, le milieu qu'il fallait fuir. »** L'individu serait mal influencé par la ville, par son quartier, par la rue. Pour s'en sortir, il faudrait qu'il s'extrait de son milieu pour aller s'épanouir dans un environnement sain, favorable et forcément lointain.

Nous pensons au contraire qu'il est urgent et nécessaire d'ancrer nos actions dans la proximité, la régularité et le temps long. Plutôt que de demander aux personnes de venir, nous prenons l'initiative du déplacement, nous allons à la rencontre des personnes là où elles se trouvent.

De cette manière, nous valorisons les savoirs et savoirs faire des personnes et des groupes les plus fragilisés, les plus stigmatisés (habitants des quartiers populaires, femmes, enfants, migrants, Rroms...) afin que chacun et chacune éprouve le respect et la dignité qu'il lui sont dû.

En se confrontant à la rue, aux friches et aux espaces tiers, le ou la pédagogue social.e est contraint.e de mettre en question ses représentations mais aussi ses rapports au pouvoir et à l'autorité. Cette contrainte est libératrice puisqu'elle permet l'ouverture à soi et aux autres.

A la diversité des espaces investis, il faut ajouter la diversité des publics côtoyés. Ils ne sont en aucun cas captifs, ou tenu à une quelconque obligation vis à vis de nous. Enfant ou adulte est libre de venir et de repartir quand bon lui semble. Cette liberté, la qualité de notre travail et des relations dans le groupe sont des éléments fondamentaux. Ils permettent de créer les conditions de cette participation librement désirée et voulue.

Tout comme le collectif « Pouvoir d'Agir » et de nombreux professionnels de l'éducatif ou du social nous constatons aujourd'hui une injonction des personnes décisionnaires à faire participer les publics aux réflexions ou aux prises de décision (consultation citoyenne, réunion d'habitants, démocratie participative...). Cette injonction a pour but de re-légitimer le politique et d'essayer de combler le fossé creusé entre les élu.e.s, les décisionnaires et les populations.

Malgré de gros efforts, nous constatons que les personnes qui s'impliquent et participent à ce genre d'exercice sont celles déjà à l'aise avec la prise de parole en public (Fonctionnaires, syndiqué.e, associations...), au contraire des classes populaires, souvent les publics visés, qui ne s'approprient pas ces dispositifs.

Voici les conditions qu'il nous semble indispensable de réunir si l'on souhaite favoriser la participation.

- 1- Le regard que l'on porte sur le public que l'on vise. Parier sur le « Tous et toutes capables ». Y croire.
- 2- Partir des colères, des envies, des propositions des gens, de ce qui est important pour eux, pour elles.
- 3- Les décisions doivent produire de l'action concrète dont les gens sont artisans. On s'engage lorsque l'on fabrique, lorsque l'on agit, lorsque l'on est auteur.e.
- 4- Reconnaître et s'appuyer sur les communautés et les collectifs existants, les encourager. Encourager l'autonomie.
- 5- Accepter de partir des sujets qui fâchent, légitimer les colères. Accepter les rapports de forces. Considérer le conflit comme légitime.

6- Donner envie, prendre du plaisir (la peur est un instrument de contrôle social, pas d'émancipation).

L'animateur ou l'animatrice de ces temps est présent pour garantir les méthodes, pas le contenu.

Notre expérience nous a démontré la pertinence de ces éléments, que ce soit auprès d'enfants ou d'adultes, tant dans les cadres professionnels, associatifs, militants que syndicaux... Elle nous a également démontré que si l'une de ces conditions venait à manquer, alors la participation était empêchée.

S'engager sur ces chemins nécessite de définir un cadre de valeur et de la discipline. En effet, il faudra garantir la cohérence entre le fond et la forme sur la durée, car les effets ne se feront pas tous sentir de suite.

C'est à ces conditions que nous réussirons à développer du pouvoir d'agir, individuel et collectif. C'est à ces conditions que nous démontrerons que chacun et chacune est capable de faire autorité, c'est à dire être acteur, actrice (avoir un rôle à jouer), auteur.e (écrire son propre rôle) et créateur, créatrice (s'autoriser à transformer, à inventer, à résister).

Soyons exigeant.e , ne nous contentons pas d'une démocratie de façade qui se fait loin des personnes. Arrêtons d'apprendre aux enfants que l'acte ultime de la démocratie est la délégation de pouvoir, si nous voulons en faire des « citoyens », « citoyennes » conscient.e.s et responsables, ils et elles doivent apprendre à dire « je », à argumenter, à écouter, à agir pour de vrai, sur les sujets qui les concernent. Travaillons cette question dans nos familles, dans nos collectifs et dans nos organisations. Prenons part à la vie et si possible tentons d'élaborer du consensus.

Accordons-nous le temps d'expérimenter, de nous tromper, de recommencer, d'apprendre ensemble. Permettons à chacun et chacune de prendre sa part , de trouver sa place, bref, de vivre.

Aujourd'hui, c'est tout sauf du temps de perdu.

Gurvan Bricaud,

Membre du collège solidaire de l'association « Tous les Maquis ».

<https://www.icem-pedagogie-freinet.org/>

<http://www.gpas.fr/>

<http://www.intermedes-robinson.org/>